ASSEMBLÉE NATIONALE

28 juin 2019

LUTTER HAINES INTERNET - (N° 2062)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 207

présenté par
Mme Cazarian

ARTICLE 4

À l'alinéa 3, après le mot :

« titre, »

insérer les mots :

« après consultation de tous les acteurs concourant à la lutte contre la haine en ligne, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel est l'organe approprié pour veiller au respect des dispositions de la présente loi. Néanmoins, de nombreux acteurs issus de la société civile ou de la sphère publique ont fait de la promotion de la citoyenneté numérique et de la lutte contre la haine en ligne un cheval de bataille. Les associations de lutte contre antisémitisme, l'homophobie, ou la propagation de discours de propagande violente par exemple doivent être inclus dans le processus de rédaction des recommandations, des bonnes pratiques, et des lignes directrices aux diffuseurs de contenus. Chacun dans son domaine d'expertise, ils sont à même d'éclairer le CSA sur les évolutions, les dangers, les moyens de prévention et d'accompagnement des victimes de la haine en ligne. Ils doivent donc être associés aux travaux du CSA.